



La seule urgence sur le climat est de cesser d'en avoir peur

de

Benoît Rittaud



Benoît Rittaud est mathématicien à l'université Sorbonne Paris Nord, et président de l'Association des Climato-Réalistes. Dernier ouvrage paru : *Geocratia* (le Toucan, 2021).



Contester l'alarmisme contemporain sur l'évolution du climat n'est pas seulement courir un risque pour sa réputation : c'est aussi se lancer dans une entreprise de longue haleine, tant le discours dominant a su dresser d'efficaces et multiples lignes de défense contre toute tentative de critique, même mesurée et rationnelle.

Le récit lui-même, inlassablement ressassé, a acquis le statut de vérité par un effet classique de répétition. Selon ce récit, les activités humaines, notamment l'industrie, l'agriculture, les transports ou encore le chauffage urbain, émettent une grande quantité de gaz carbonique dans l'atmosphère (le CO₂), qui conduit, via diverses rétroactions, à accroître l'effet de serre, un phénomène physique dont le résultat tangible est une élévation rapide et sans précédent de la température atmosphérique. En bouleversant ainsi les équilibres naturels, les activités humaines conduisent à un « dérèglement », une « disruption », voire une « crise » climatique. (Le qualificatif en vigueur change plus souvent que l'affiche du dernier Marvel.) Parmi les principaux effets redoutés de ce réchauffement, outre l'accroissement du nombre, de la durée et de l'intensité des épisodes caniculaires et de sécheresse, on s'alarme par avance de la fonte des glaciers, de la hausse du niveau marin, de l'acidification des océans, de la chute de la biodiversité ou encore de l'effondrement des rendements agricoles. Bientôt, des millions de « réfugiés climatiques » franchiront nos frontières, autant en raison de ces catastrophes elles-mêmes que des « guerres du climat » qui verront des armées entières s'affronter pour le contrôle des ressources hydriques ou agricoles.

Réprimande et rédemption

Une fois ce récit posé viennent les réprimandes d'une simplicité toute biblique : en croquant, au XIX^{ème} siècle, la pomme de la connaissance des lois de la thermodynamique, l'Humanité aurait commis son péché originel. Un siècle plus tard, elle aurait donc été chassée du jardin d'Éden climatique dans lequel elle avait le bonheur de vivre aux époques précédentes. Devenus pêcheurs par le simple fait de respirer, nous devons quotidiennement nous repentir de nos mauvaises



actions. N'avons-nous pas branché notre chauffage cet hiver ? Ne nous sommes-nous pas déplacés pour nous rendre à notre travail ou partir en vacances ? N'utilisons-nous pas une machine électrique plutôt que les services d'une lavandière des temps jadis ?

Le chemin de la rédemption, lui, emprunte à la fois à la religion et au totalitarisme. La première se lit en filigrane dans les appels à une sobriété toute franciscaine (« heureuse », rassurons-nous), dans la possibilité de racheter nos péchés par les indulgences (les compensations carbone) ou encore dans les grandes processions (les manifestations pour « éveiller les consciences »). Quant à la seconde, elle se voit dans le recours constant à la peur et à la menace, mais aussi dans le fait que chaque instant de notre vie doit désormais être mesuré à l'aune unique du climat. Il nous faut y penser lorsque nous nous nourrissons, lorsque nous nous habillons, lorsque nous nous déplaçons, lorsque nous achetons, ou même lorsque nous jetons. Le climat ne se contente pas d'être un sujet parmi d'autres, ni même de disposer du statut de « problème le plus important ». Non : il doit être le point focal de *toute* considération, quelle qu'elle soit. Tout doit trouver le moyen de s'y ramener, qu'il s'agisse d'économie, de défense, des institutions, voire du covid. La « justice climatique » voisine donc avec la consommation « éco-responsable », les « grèves pour le climat » ou encore la Constitution qui, durant le dernier quinquennat et dans l'indifférence générale, aurait dû se voir affublée de « la lutte contre le changement climatique » dans son article premier. N'oublions pas l'éducation, terrain de jeu traditionnel des idéologues, avec, exemple entre mille, ce passage sur l'enseignement de l'histoire de l'art dans les programmes de collège : « Arts, énergies, climatologie et développement durable »... Un projet récent, porté notamment par le député et brillant mathématicien Cédric Villani, proposait d'obliger tous les étudiants de l'enseignement supérieur, quelle que soit leur filière, à suivre des heures de formation sur l'écologisme. Juste après l'élection présidentielle, ce sont les ministres du Gouvernement de qui l'on voulait exiger qu'ils suivent une formation expresse sur les enjeux climatiques, pour susciter chez eux une « réaction tripale ».



Pourquoi le silence

En d'autres temps, et pour d'autres sujets, tout cela aurait mis depuis longtemps la puce à l'oreille de la plupart des gens raisonnables de tous bords. Ceux qui placent la liberté au cœur de leurs valeurs devraient à l'évidence se dresser de manière bien plus nette qu'ils ne le font contre les multiples réglementations et interdits causés par la peur climatique. (Comme l'explique Loïk Le Floch-Prigent, la cause principale de la désindustrialisation de la France n'est plus le dumping social des pays moins avancés mais l'empilement des normes et réglementations environnementales.) La pensée marxiste ou post-marxiste devrait, de son côté, s'élever avec énergie contre l'anti-productivisme des décroissancistes et autres collapsologues qui ont pourtant pignon sur rue dans les courants dominants de la gauche. Les seuls qui devraient embrasser le plus volontiers l'idéologie climatique sont les conservateurs les plus réactionnaires : « La terre, elle, ne ment pas », nous disait le régime de Vichy. Si, dans les faits, c'est l'inverse qui se produit, sans doute faut-il y voir un simple effet de positionnement tactique. L'effondrement de l'Union soviétique a conduit la gauche à utiliser l'écologisme comme nouvel angle d'attaque contre le capitalisme. En France, la primaire écologiste de 1993 qui voit la victoire de Dominique Voynet sur Antoine Waechter marque ce basculement. Les défenseurs historiques de la « préservation de la nature » qui se situaient plutôt à droite, voire à droite de la droite, ont, eux, lâché l'affaire. La nécessité de se positionner leur fait désormais endosser une forme d'opposition, mais qui demeure prudente, limitée, presque honteuse. Le sujet n'est plus le leur.

Il y a bien sûr plusieurs explications à ce phénomène qui voit un discours catastrophiste, largement démenti par les observations, continuer tranquillement à prospérer, sans opposition autre que de détail. La plus immédiate est la brutalité avec laquelle sont traités les rares dissidents. Richard Lindzen, John Christy, Judith Curry, Vincent Courtillot, Peter Ridd et plus récemment Pascal Richet ne sont que quelques exemples de ces scientifiques prestigieux traînés dans la boue pour avoir contesté tel ou tel aspect du millénarisme climatique. Bien d'autres scientifiques savent pourtant que le catastrophisme climatique



ambient n'a pas lieu d'être, mais ne le reconnaissent que sous le manteau. Un directeur de laboratoire connu m'a donné son soutien confidentiel, pour ne pas porter préjudice à la carrière des doctorants et jeunes chercheurs qui travaillent avec lui.

Car les chiens de garde ne tolèrent aucune dissidence, même indirecte, comme on l'a vu avec Philippe Verdier, ancien responsable du service météo de France Télévisions remercié pour avoir osé dénoncer l'hypocrisie des politiques climatiques à la veille de la COP21 de Paris. À la louable exception de FO France Télévisions, aucun syndicat de journalistes n'a bougé.

Du Canada (Susan Crockford) à la Belgique (Samuel Furfari), tous les pays occidentaux sont frappés à plus ou moins grande échelle. Le dernier exemple en date est tout récent : le 18 mai, Stuart Kirk, patron mondial des « investissements responsables » chez HSBC, a mis publiquement en doute la pertinence des investissements climatiques, déclarant que « les alertes apocalyptiques non fondées, stridentes, partisans et intéressées sont toujours fausses. » Il a été aussitôt suspendu.

L'étendue du désastre intellectuel est particulièrement flagrante en sociologie des sciences. En France, Bruno Latour est efficacement parvenu à étouffer toute pensée véritablement réflexive sur le climat au profit d'un bréviaire militant qui ne recule pas devant l'ignominie : quelques jours à peine après les attentats de novembre 2015, Latour prenait sa plus belle plume pour écrire que l'indignité des climato-sceptiques était équivalente à celle des terroristes du Bataclan.

Le cas de Latour est révélateur, car ce sociologue des sciences avait au départ tout l'outillage intellectuel pour étudier intelligemment la mécanique à l'œuvre derrière les proclamations de « consensus scientifique ». Il fut un analyste impitoyable des récits un peu trop triomphalistes sur la marche irrésistible et désintéressée de la science vers le progrès. Jadis utile poil à gratter pour faire descendre les scientifiques de leur piédestal, Latour, et tant d'autres avec lui, a hélas choisi la facilité. Son hémiplogie intellectuelle lui fait désormais réserver



ses flèches aux épouvantails commodes que sont « la droite américaine » ou les « lobbys du fossile ».

Le climat constituant le point de rencontre de tout ce qui ne va pas dans nos sociétés occidentales, ne pas en avoir peur revient, par une fausse contraposée vieille comme le monde, à cautionner tous les errements, réels ou imaginaires, dont les pays développés se rendent coupables. Le « dérèglement » frappe plus durement les plus pauvres, mais aussi les minorités discriminées, raciales comme sexuelles. Ce sont les animaux « gentils » qui en sont victimes, alors que les « méchants » (moustiques, chenilles processionnaires...) en profitent.

Tout cela peut prêter à sourire, mais il faut bien comprendre que l'ensemble crée une ambiance à laquelle les scientifiques n'échappent pas davantage que le commun des mortels. Tout experts qu'ils sont, leur adhésion à l'alarmisme est bien moins souvent issue d'une analyse rationnelle qu'à une envie de bien faire mêlée d'une confiance de principe envers leurs pairs. En s'intéressant à la façon dont un marché du carbone permettra (ou pas) de réduire les émissions nettes de CO₂, un économiste, même prix Nobel, ne conforte pas la thèse dominante sur le climat : il la prend comme hypothèse de travail, ce qui est très différent. Le nombre de spécialistes capables de décrire, au-delà du discours vulgarisé, la mécanique de l'effet de serre, l'homogénéisation des données paléoclimatiques et les interactions entre l'océan et l'atmosphère sont rares, et ne peuvent guère s'appuyer sur une tradition scientifique établie tant ces questions sont jeunes et le recul sur elles pratiquement inexistant.

Bien sûr, si l'alarmisme climatique était justifié, ces excès pourraient passer par pertes et profits. Après tout, les épisodes de l'émergence de la théorie de l'Évolution n'ont pas tous été inconditionnellement à l'honneur des partisans de Darwin, ce qui n'empêche pas que ce sont bien ces derniers qui ont fait avancer la science pour de bon. Si la survie de l'Humanité est en jeu, on peut bien tolérer quelques dégâts collatéraux.

Il est important de prendre un instant pour mesurer le caractère en réalité dangereux d'une telle position de principe, qui n'est pas loin



de l'idée que la fin justifie les moyens. En l'occurrence, les moyens employés font de la science l'instrument d'une nouvelle Inquisition. On peut choisir de céder à l'inquiétude, à condition de garder en mémoire que proclamer l'« urgence » est bien souvent un moyen déguisé d'interdire la réflexion.

Un climat « dérégulé » ?

La science nous donne-t-elle vraiment des raisons de nous inquiéter ? L'opposition entre ceux que nous appellerons *carbocentristes* (qui nous disent que oui) et les climato-réalistes (qui pensent que non) tient notamment à la façon dont sont considérés deux éléments d'appréciation : les observations et les simulations numériques issues des modèles.

Commençons par ces derniers. Selon les carbocentristes, les modèles de circulation générale, fondés sur les lois de la physique, ont une valeur prédictive qui permet de proposer des trajectoires pour les indicateurs globaux tels que la température à l'horizon 2050 ou 2100. En réalité, ces modèles souffrent des défauts inhérents à toute représentation simplifiée d'un système hautement complexe. En pratique, les projections proposées pour les décennies à venir sont extrêmement étalées, et malgré cela réussissent toutes à trop réchauffer la Terre par rapport aux observations, quelques années plus tard seulement. Une publication proposant une série de simulations pour l'Amérique du Nord à l'horizon 2100 faites par un même modèle a montré des résultats sans rapport les uns avec les autres, la différence tenant à de simples modifications, très limitées, des conditions initiales. C'est l'image bien connue du papillon battant des ailes ici et provoquant, par une chaîne de conséquences imprévisibles, un ouragan un mois plus tard à l'autre bout de la planète.

Il n'est pas anodin que cet « effet papillon » qui a popularisé dans les années 70 la théorie du chaos concerne un phénomène du système atmosphérique. Si la prévision météorologique est si difficile, voire impossible à moyen terme, c'est précisément parce qu'il est impossible



de connaître l'état du système de façon suffisamment précise pour empêcher des erreurs de se multiplier.

On ne peut donc pas invoquer la capacité de la science à prévoir les éclipses ou le retour de l'hiver pour justifier de l'emploi des modèles climatiques. Le système considéré est infiniment plus complexe que le système solaire, qui lui demeure bien plus stable, y compris à l'échelle des millénaires.

Les données du réel

Les données disponibles sont encore récentes, mais peuvent tout de même nous renseigner sur l'état du système climatique. Bien sûr, comme ce dernier n'a pas plus aujourd'hui qu'hier un électroencéphalogramme plat, il est toujours possible aux uns et aux autres de lui trouver une courbe dans un sens ou dans l'autre. Mais si vraiment le climat se « déréglaît » (sans que, en l'absence de tout « règlement climatique », l'on sache bien quel sens exact donner à l'expression), on devrait tout de même trouver une nette majorité d'indicateurs qui en témoignent. On en est heureusement très loin.

Le climat s'est, en moyenne, réchauffé de l'ordre de 1°C en un siècle et demi, tandis que la teneur atmosphérique en CO₂ est passée de 0,03 % à 0,04 % depuis la révolution industrielle : telles sont les conclusions sur lesquelles le doute n'existe plus de façon significative. Encore la valeur de 1°C est-elle à prendre avec des pincettes, tant il est difficile de reconstituer les températures d'il y a un siècle. (En pratique, les multiples ajustements nécessaires ont en effet fortement tendance à réchauffer le présent et à refroidir le passé, et les modifications ainsi faites sont d'un ordre de grandeur qui n'est pas si loin de celui du réchauffement total.)

Le réchauffement a amené la planète à un niveau de température sans doute proche de celui d'épisodes antérieurs qui se reproduisent plus ou moins tous les mille ans : optimums médiéval, romain, minoen... Ses effets ne sont pas plus dramatiques que les évolutions tout aussi



spectaculaires du passé et documenté, pour notre pays, dans la célèbre *Histoire du climat depuis l'an mil* d'Emmanuel Le Roy-Ladurie.

Certes, les médias savent faire sensation en choisissant le moment opportun pour nous parler de la banquise montrant une « évolution inquiétante » — sans se donner la peine de signaler quand la courbe change de sens. Et lorsque la tendance ne va résolument pas dans le sens voulu, on peut toujours mobiliser un événement particulier. Les cyclones en sont un cas typique, car ils permettent de montrer des images tragiques sans avoir à rappeler que ces phénomènes existent depuis toujours et que rien ne permet d'affirmer leur augmentation ou de la redouter pour l'avenir.

Parfois, les données vont carrément dans le sens inverse de ce qui nous est perpétuellement suggéré. C'est le cas des ours polaires. Dans son film, Al Gore a montré un malheureux ourson (qui n'existait qu'en dessin animé) condamné à nager sans plus trouver de bloc de glace sur lequel monter et se reposer. Par la suite, le *National Geographic* a fait grand bruit avec une vidéo d'un ours polaire décharné cherchant désespérément sa pitance dans un environnement sans glace... Le magazine a finalement dû reconnaître que cela n'avait rien à voir avec le réchauffement climatique, mais le mal était fait.

Contrairement à une idée reçue, les ours polaires ne sont pas en train de disparaître, au contraire. L'espèce prospère, principalement depuis un traité des années 70 qui en interdit la chasse (qui, elle, les avait fortement menacés). Les chiffres sont imprécis, mais on estime que leur nombre a au moins doublé depuis 50 ans, peut-être même triplé, voire quintuplé.

Toutes les courbes ne sont pas en contradiction aussi spectaculaire avec le ressenti général, mais à moins de vouloir absolument trouver de quoi se faire peur, on peine à trouver quelque chose qui doive nous faire redouter la fin du monde.

Le niveau de la mer ? Oui, il monte un peu, sans d'ailleurs avoir attendu nos 4x4 et nos usines pour le faire, et bien plus lentement qu'il y a quelques milliers d'années. Comme toute évolution, cette hausse posera des problèmes locaux ou régionaux, mais qui ne ressembleront



ni de près ni de loin au Déluge biblique et ne justifient aucunement de mettre fin à la civilisation industrielle.

Les glaciers ont tendance à fondre ? En effet. Cela permet d'ailleurs de mettre au jour divers artefacts et voies de communications utilisées il y a quelques milliers d'années par nos ancêtres — car pas plus que le reste du monde les glaciers ne sont immuables. Les données historiques indiquent par exemple que ceux des Alpes étaient probablement bien plus réduits à l'époque romaine qu'aujourd'hui.

Dans les années 80, Julian Simon expliquait que l'humanité avait tous les atouts pour poursuivre l'entreprise du progrès et de l'amélioration de l'existence de tous, chiffres à l'appui. On lui demandait alors pourquoi il ne donnait pas aussi « les autres chiffres », ceux de ses adversaires, qui voyaient l'apocalypse à chaque coin de rue. Simon répondait : « parce qu'il n'y a pas d'autres chiffres. Ceux que je vous donne sont les seuls qui existent. »

Il faut dire à peu près la même chose pour le climat. Il peut y avoir quelques différences ponctuelles selon les techniques d'investigation, on peut bien sélectionner ici ou là telle ou telle présentation qui va dans le sens voulu, ou ne retenir de la masse des données que celles qui confortent ses préférences, mais d'une manière générale les données disponibles racontent toutes à peu près la même histoire : celle d'un réchauffement modéré sans gravité à l'échelle globale, et sans cause unique. On est bien en peine d'expliquer le léger refroidissement observé au milieu du XX^{ème} siècle, au moment même où l'industrialisation s'est mondialisée. On a tout autant de mal à expliquer comment la Terre a pu, au début du XX^{ème} siècle, se réchauffer autant et sur une même durée qu'à la fin de ce même XX^{ème} siècle, alors même que les quantités de CO₂ émises dans l'atmosphère ont été sans commune mesure pendant les deux périodes. Quant au XXI^{ème} siècle, on cherche encore l'explication de la stagnation de quinze ans des températures, qui n'a été interrompue que par un phénomène réchauffant naturel et ponctuel aujourd'hui dissipé (El Niño).



Pour l'adaptation

Être climato-réaliste n'a rien à voir avec un quelconque déni devant un monde qui change. C'est au contraire prendre acte de ce changement, sans s'en étonner particulièrement ni s'en inquiéter hors de proportion, tout en intégrant le fait qu'il faut s'y préparer, notamment dans certains secteurs tels que le tourisme ou l'agriculture. C'est aussi considérer que la plupart des problématiques climatiques, et plus généralement environnementales, relèvent de considérations et d'actions locales, à l'opposé des grand-messes pompeuses que sont les COP. Enfin, le climato-réalisme considère qu'il ne faut pas tout mélanger. Ceux qui construisent en zone inondable puis se lamentent d'être inondés accusent volontiers « le climat » pour se dédouaner de leurs responsabilités, mais nous ne sommes pas obligés de faire chorus sous prétexte que la planète devrait être sauvée.

La question de l'adaptation aux oscillations climatiques est sans doute le vrai point sur lequel les plus raisonnables des climato-réalistes et des carbocentristes pourront finir par s'entendre. Cela impliquera d'en finir une bonne fois pour toutes avec les délires des « politiques d'atténuation » qui prétendent réduire drastiquement les émissions de CO₂. Si elles étaient suivies à l'échelle demandée (ce qui est heureusement loin d'être le cas, même si ce qui est fait contribue largement à notre déclin), ces politiques auraient pour aboutissement un effondrement économique complet — au moins en Occident. Le fanatisme de ce projet s'est révélé dans toute sa splendeur lorsque le Haut Conseil pour le climat a affirmé dès juillet 2020 que les restrictions drastiques dues au premier confinement étaient encore loin du niveau des besoins.

Il est vrai que le projet de s'adapter aux évolutions du climat présente un gros défaut : celui d'être parfaitement réalisable, donc à mille lieues des scénarios catastrophistes hollywoodiens si excitants.

L'adaptation est possible parce que l'évolution du climat est modérée, sans rien à voir avec une « dramatique accélération » toujours annoncée pour demain. Nous avons donc du temps pour nous préparer à faire face aussi bien à la hausse du niveau marin sur certains littoraux



(et à sa baisse dans d'autres) qu'à l'aridification dans certaines régions (et à l'humidification d'autres). L'industrialisation tant honnie des militants climatiques est précisément ce qui nous permettra le mieux de faire face à ces évolutions qui ne devraient plus nous surprendre depuis la naissance de la géologie moderne. Notre puissance industrielle, nos capacités techniques, nos outils d'investigation et de prévision (notamment numériques et satellitaires) nous rendent infiniment mieux préparés que jadis à lutter contre les catastrophes naturelles. Par exemple, rien n'empêche la mise en place d'un réseau complet d'observation, d'alerte et de mise à l'abri des populations du Pacifique les plus exposées aux typhons — rien si ce n'est une volonté politique appuyée par un soutien économique et la mobilisation des compétences existantes.

Honneur au CO₂

Enfin, il est tout aussi important de rappeler que les changements climatiques présentent également des avantages, parfois immenses, aussi bien pour la biosphère en général que pour l'humanité en particulier. Il est notamment bien documenté que la surface verte de notre planète a augmenté de l'équivalent de 18 millions de kilomètres carrés en moins de 40 ans (deux fois la superficie du Sahara), et que cela est principalement dû à l'augmentation de la teneur atmosphérique en CO₂. Essayez donc d'imaginer comme ce chiffre tournerait en boucle s'il s'agissait d'une diminution...

Le gaz carbonique n'est pas un gaz satanique. Il est le principal facteur de croissance des plantes, comme le sait n'importe quel maraîcher qui ne manque pas d'en injecter dans ses serres pour augmenter sa production. Depuis un siècle, l'augmentation du CO₂ a conduit à un accroissement des rendements de la presque totalité des plantes cultivées, céréales comme légumes, parfois à des niveaux spectaculaires : 10 % pour le maïs, 30 % pour le soja, et 40 % pour le blé depuis 1940. Rien ne permet de craindre une inversion de tendance, même si la concentration en CO₂ poursuivait sur sa lancée.



Jusqu'ici le climato-réalisme n'a pas trouvé de symbole à opposer aux ours polaires des carbocentristes. Peut-être pourrait-on donc proposer de dresser un monument à la gloire du CO₂...

Les organisateurs de l'année mondiale de la chimie en 1999 avaient choisi un beau slogan : « Je suis la fée de la matière, je suis la clé de la vie, je suis la chimie ». La clé de la vie, c'est l'atome de carbone. Un atome qui est partout, qui se combine avec tout, pour constituer la brique fondamentale de tout ce qui permet sur cette terre de ramper, manger, voir, respirer, en un mot : exister. Et son dioxyde est lui aussi une brique fondamentale du vivant car, comme on le sait depuis des décennies, il est au cœur de la photosynthèse, et donc le gaz le plus « vert » qui soit.

Ce qui est difficile n'est pas de le démontrer, c'est de trouver un maire qui aurait le courage de faire dresser sur le sol de sa commune une stèle où se liraient ces mots :

*En l'honneur du gaz carbonique,
promoteur de la biosphère comme nutriment premier des plantes,
bienfaiteur de l'humanité comme protecteur de l'agriculture.*